

cité. On avait donc opté pour un partage des rôles : à Grenoble même les loisirs s'accommodant d'un environnement urbain (les sports de glace), sur les pentes les plus proches (Chamrousse) les épreuves de ski alpin ; plus loin en montagne, d'autres épreuves spécifiques comme le ski de fond en Vercors ou la consolation d'organiser les épreuves de bobsleigh à l'Alpe-d'Huez. Le problème est moins que les équipements nécessaires soient coûteux que le fait qu'ils soient très spécialisés et d'un dimensionnement délicat. L'expérience a montré que les héritages ont été difficilement assumés. Les équipements pour le ski alpin de Chamrousse (remontées mécaniques et modelages des pistes) ont bien servi à l'expansion de la pratique des sports d'hiver, qui ne s'est pas démentie depuis deux décennies ; mais on n'est toujours pas sorti de l'ambiguïté pour définir si Chamrousse fonctionne comme stade de neige grenoblois (c'était au fond la conception des Jeux) ou comme station de séjour ; la gestion s'en ressent. Même à la taille d'une grosse commune urbaine, le fonctionnement du stade de glace et de l'anneau de patinage de vitesse sont lourdement ressentis par le budget grenoblois : dimensionnés pour les jeux et très spécialisés, ces équipements sont disproportionnés à la taille des activités régionales, les relais nationaux sont mal pris... et on les fait peu fonctionner ou l'on s'ingénie à les reconvertir. C'est encore plus évident pour les gros équipements dispersés en montagne, trop importants, ingérables avec les moyens locaux, se périssant en même temps qu'ils ne sont pas utilisés : le trem-

plin de saut de Saint-Nizier est abandonné, la piste de bobsleigh de l'Alpe-d'Huez n'a jamais vraiment fonctionné, la piste de luge de Villard-de-Lans est plus gênante qu'utile au développement de la station, l'entretien d'une partie des équipements nordiques d'Autrans n'est pas exempt de problèmes financiers et de gestion.

Il y a là un beau thème de réflexion sur la détermination des programmes de développement et sur la décentralisation. La clé est bien la compatibilité des équipements réalisés avec ce que peuvent assumer les structures locales ; l'opération de prestige est toujours éphémère et ses effets d'entraînement nuls.

Il reste une troisième catégorie d'équipements dont les effets apparaissent fructueux. Il s'agit d'**opérations permettant des usages polyvalents** ou bien de **réalisations qui anticipent sur de nouvelles pratiques sociales** ou un art de vivre renouvelé. L'expérience grenobloise est intéressante car elle comporte trois exemples de ce genre et dont chacun mériterait une longue analyse :

— Le village olympique est l'ensemble des logements prévus pour les athlètes et leurs accompagnateurs, mais il fut conçu comme un nouveau quartier d'habitation dans le cadre d'une vaste Z.U.P. En fait, il fut le pivot d'une longue suite d'opérations où l'urbanisme grenoblois s'exprima avec originalité pendant plus de dix ans et se concrétisa dans la Villeneuve de Grenoble. Tout appellerait ici de longs développements.

— Autrans est devenu l'un des maillons essentiels de la pratique du ski de fond sur le plateau du Vercors. Ce village de 1.300-1.500 habitants a été doté d'équipements permettant une pratique diversifiée des sports de plein air et surtout d'un gros centre de séjour de l'O.C. C.A.J. qui assure des formules polyvalentes d'hébergement et de formation.

— Toutes proportions gardées, la Maison de la culture de Grenoble pourrait présenter les mêmes caractéristiques d'innovation, d'ouverture et de polyvalence... à condition que son équipement sophistiqué et lourd ne la fasse pas basculer dans les héritages spécialisés et difficiles à gérer.

L'expérience des Jeux olympiques de 1968 à Grenoble est donc explicite et conserve toute sa valeur pour toute autre manifestation internationale de ce type. Toute opération décentralisée hors d'une aire métropolitaine est un acte majeur d'aménagement du territoire : il vaut la peine d'y réfléchir assez longtemps à l'avance et notamment de sonder ce que peuvent supporter les structures locales sans traumatisme excessif. Seules subsistent pour le long terme les réalisations qui font la preuve de leur polyvalence et qui peuvent être les lieux de l'innovation technique ou de nouvelles pratiques : quelle belle occasion de mobiliser le dynamisme local et de réinventer la démocratie !

Pierre PRÉAU

**Institut d'Etudes Politiques
de Grenoble.**

L'Exposition Universelle de Paris

L'Etat et la Ville de Paris relèvent le défi que constitue de nos jours l'organisation d'une Exposition Universelle "intra muros". Un deuxième défi est représenté par la division de l'exposition en deux centres distincts réunis par le cordon ombilical de la Seine, le chemin de fer sur berges de la rive gauche et l'ancienne Petite-Ceinture qui serait entièrement rénovée, et sur laquelle circulerait un système de transports de type nouveau.

A l'appui de cette option les organisateurs font ressortir que le site de l'exposition doit être un espace riche d'histoire où travaillent des millions de femmes et d'hommes : le visiteur étranger doit à la fois découvrir l'exposition et la ville alors que l'isolement dans lequel se trouveraient les monuments constituant l'exposition, si elle devait se tenir ailleurs, nuirait à leur contemplation et à leur fréquentation et que cette exposition hors les murs aurait un caractère concentrationnaire.

Paris sera l'"écran" de l'exposition de telle façon que les visiteurs puissent mêler dans leurs souvenirs, le spectacle de l'exposition et celui de Paris, les images de l'expo-

sition et les bruits de la ville. Ils doivent pouvoir aisément aller à pied de l'exposition dans la ville, aller dîner dans un restaurant de Paris ou se rendre au spectacle depuis l'exposition, à pied ou en métro, sans avoir de problèmes de transport sans coupure.

Il y a là un pari hardi qui suppose chez les Parisiens et chez les millions de visiteurs d'ici 1984, un certain changement dans leurs habitudes, une sagesse que les difficultés de circulation et le coût de l'énergie auront peut-être contribué d'ici-là à leur faire acquérir...

Quant à l'implantation sur deux centres distincts, exprimant une volonté de forcer toujours les visiteurs à se plonger dans Paris, ne serait-ce qu'en passant d'un de ces centres dans l'autre, elle reflète aussi l'impossibilité de trouver intra-muros, d'autres terrains suffisamment vastes que ces deux espaces, proches de la ceinture périphérique de la Ville, à l'Est et à l'Ouest et contigus à la Seine.

Le règlement des Expositions Universelles, s'il n'impose pas une unité de temps

aussi restreinte que pour la tragédie classique, prescrit l'unité de lieu. Il y a donc dans ce parti bicéphale une novation que les affectations différentes de chacun de ces secteurs ainsi que l'argument d'éviter la concentration justifie dans une large mesure.

Cette aspiration déconcentrationnaire s'affirme aussi dans le rappel qui est fait des centres d'intérêts ponctuels qui, d'ici 1989, auront été créés en différents endroits de Paris : ils contribueront à disséminer l'intérêt des visiteurs et à les attirer, outre l'exposition proprement dite, vers divers points "chauds" et "accueillants". Le "Grand" Louvre, le nouvel Opéra de la Bastille, le musée des Sciences et des Industries de la Villette, l'auditorium du Musée d'Orsay, le Centre de la Communication, à la Défense, viendront, en effet, à cette époque, compléter les centres d'intérêt et d'animation actuels de Paris.

A. et N.